

SOMMAIRE

Page 1

10 ans d'attente éolienne.
Bientôt le DSF "Manche Est"

Page 2

Brexit : on sera prêt.
"3 en 1" : crise de vocation.

Page 3

L'inversion de la courbe du chômage.
En têtes.

Page 4

Métropole : le début d'une bronca.
Les investissements.

Bientôt le DSF "Manche Est".

Pour faire face aux conflits d'usage qui menacent les eaux de la Manche (pas facile de concilier les ports, la pêche, l'aquaculture, les éoliennes, les hydroliennes, le tourisme, et la protection du littoral), l'État mettra en consultation son "document stratégique de façade" Manche Est-Mer du Nord à partir de mars prochain.

- Sans attendre, les CESER de Normandie et des Hauts-de-France viennent de s'exprimer sur ce DSF. S'ils reconnaissent l'intérêt de l'état des lieux effectué, ils soulignent la complexité et l'intrication des enjeux qui "donnent le tournis" et réclament une priorisation des actions.
- Ils regrettent aussi que les conséquences du Brexit n'aient pas été davantage étudiées et que la question des relations maritimes avec l'Irlande ne soit pas mentionnée.
- Enfin, ils suggèrent de ne pas limiter les formations aux seuls métiers de la mer mais de les élargir aux EMR, à la logistique, et au tourisme.

Et pendant ce temps-là...

En présentant la PPE (Programmation pluriannuelle de l'énergie), le ministre François de Rugy annonce que la construction d'un nouveau parc éolien en mer est possible au large des côtes de la Normandie ou des Hauts de France. À suivre...

10 ans d'attente éolienne.

• Quelque chose ne tourne pas rond.

Depuis 10 ans, les Normands pensent que l'avenir industriel de leur région passe par la valorisation de ses atouts énergétiques. Et depuis 10 ans, tous les responsables régionaux se sont penchés sur l'éolien en mer, avec la volonté de se servir des projets de parcs de Fécamp, Courseulles et du Tréport, comme points d'appui à la structuration d'une grande filière française.

Mon commentaire : où en est-on 10 ans après ? Les projets de parcs sont toujours en projet, la grande filière est toujours une belle idée ; les éoliennes ne tournent pas rond au large de nos côtes : y'a comme un problème.

• Le Tréport : la preuve par 3.

Soumis à trois enquêtes publiques, du 16 octobre au 29 novembre dernier, le projet de création du parc éolien du Tréport vient de recevoir trois avis favorables des trois commissions indépendantes mobilisées.

- La première enquête concernait le projet EMDT à proprement parler, la seconde le projet de raccordement électrique de RTE, la troisième le projet de création de la base de maintenance du port de Dieppe.
- La préfète Fabienne Buccio s'est félicitée de la qualité et l'importance du travail réalisé : 51 permanences et près de 4 000 contributions analysées.

Mon commentaire : ces avis favorables sont une étape importante pour ENGIE et ses partenaires, "c'est la preuve par 3" ; en revanche, ils sont une déception supplémentaire pour tous les opposants : "on ne nous écoute pas !"

• Oui, mais...

Si tous les avis sont favorables, la Commission dédiée au parc a toutefois émis deux réserves :

- La désignation collégiale d'un médiateur pour faciliter le dialogue entre EMDT et les Comités régionaux des pêches de Normandie et des Hauts-de-France.
- Le rappel, dans l'arrêté d'autorisation, des 14 engagements pris par le maître d'ouvrage pour éviter leur oubli. Comme, par exemple, la création d'un groupement d'intérêt scientifique, la mise en place d'un fonds d'accompagnement à la pêche professionnelle, ou encore le suivi et l'évaluation des effets du parc sur les poissons et les oiseaux.

Les opposants sont-ils satisfaits ? Pas du tout. À leurs yeux, c'est de la poudre aux yeux. Dans Paris-Normandie, Laurent Jacques, le maire du Tréport, dénonce des "mini-réserves de principe", de son côté, le député de la Somme, Emmanuel Maquet, dit que les enquêtes "servent seulement à donner l'impression aux citoyens d'être impliqués", pour les pêcheurs, Olivier Becquet parle "d'un assassinat et d'une mascarade".

- Et maintenant ? EMDT attend les arrêtés d'autorisation de la préfète. Avant la fin du mois ? C'est possible. Dès leur publication, le projet sera définitivement...

“Brexit : on sera prêt...”

La préfète de Normandie, Fabienne Buccio, fait sienne cette formule du Premier ministre.

- On se prépare à un Brexit dur, dit-elle en substance, l'État est en train de mettre à niveau ses effectifs de douaniers, de policiers et d'agents de contrôles sanitaires ; les autorités portuaires du Havre et de Ports de Normandie vont bénéficier d'une dérogation aux procédures normales pour construire les installations provisoires à l'accueil des personnels supplémentaires, bref, "on sera prêt."
- Hervé Morin dit la même chose. Il indique que 30 M€ vont être investis à Dieppe, Caen-Ouistreham et Cherbourg. Il annonce aussi que des rencontres seront organisées par Ports de Normandie et LSN avec les transporteurs et chargeurs britanniques, à Newhaven, Poole, et Portsmouth afin de faciliter les échanges ; dans cette perspective, il a sollicité l'ambassade de France à Londres et demandé la participation de représentants des douanes et de l'agriculture.
- Rappelons que plus de 2 millions de voyageurs transmanche transitent par les ports normands, 900 000 pour le seul port de Ouistreham, et que 200 000 camions devront être traités.

À savoir : la préfète invite les entreprises à anticiper, des réunions d'échanges et d'information ont déjà été organisées avec les Douanes, (400 entreprises contactées) ; objectif : ne pas être pris au dépourvu.

Port 3 en 1 : crise de vocation.

La ministre Élisabeth Borne ne trouve personne pour "préfigurer" le rapprochement-fusion des ports du Havre, de Rouen et de Paris, à l'horizon 2021.

- Selon la "Lettre A", toutes les personnalités approchées ont décliné en expliquant qu'il ne sera pas facile de cohabiter avec les trois directeurs généraux d'aujourd'hui : Régine Bréhier, Nicolas Occis et Hervé Martel.

À savoir : cette crise de vocation énerve tout le monde, notamment la CGT des ports et docks s'interroge sur la stratégie de l'Etat et n'exclut pas d'appeler à la grève.

vement autorisé ; ses promoteurs pourront alors boucler le tour table ; l'ouverture des négociations avec les fournisseurs et prestataires sera programmée, dernière étape avant le démarrage du chantier.

Mon commentaire : mais ça ne se passera pas comme ça. Les opposants vont déposer des recours contre les arrêtés ; leur levée prendra plusieurs mois ; les travaux ne commenceront pas avant longtemps. Rappel : le dossier du Tréport a été ouvert pour la première fois par la Compagnie du Vent, il y a 10 ans !

• Trois ans de plus pour Fécamp et Courseulles.

Pendant ce temps-là, EDF-EN vient d'obtenir du ministère de la Transition écologique une prolongation de 3 ans de la mise en service de ses parcs éoliens de Fécamp, de Courseulles et de Saint-Nazaire.

- Attribués en 2012, ces projets devaient être couplés au réseau en 2022 ; l'arrêté du 17 janvier du ministre reporte donc l'échéance au 18 avril 2025.
- Explication : selon le portail "Énergies de la Mer", "EDF EN entend ainsi sécuriser le calendrier de réalisation" lequel, il est vrai, s'était déjà étiré sous l'effet des recours à répétition.
- L'auteur de l'article, Claude Delahaye, indique aussi que ce report pourrait permettre à EDF EN de s'intéresser au nouveau modèle d'éolienne Haliade-X 12 MW, dont le prototype va être testé d'ici à 2021, à Rotterdam. Si les résultats sont bons, EDF EN pourrait envisager de changer d'éoliennes avec, à la clé, la réalisation de nouvelles études d'impact.

Mon commentaire : à Fécamp et à Courseulles, on a commencé à parler des parcs éoliens en 2007, il y a déjà 12 ans.

• Et on attend toujours les usines de pales.

Pendant ce temps-là, les dirigeants d'HAROPA Port du Havre confirment leur volonté d'accueillir "l'éolien offshore sur le quai Joannès Couvert" dont les travaux d'aménagement ont commencé mi 2018. "Ils permettront à Siemens Gamesa de démarrer la construction d'usines de fabrication de pales et d'assemblage de nacelles (750 emplois) pour l'équipement du champ d'éoliennes de Dieppe", disent-ils. Leur persévérance est une qualité.

Mon commentaire : c'est le 18 novembre 2010, au premier forum de l'énergie à l'INSA de Rouen, que Sébastien Hita Perona, directeur stratégique d'AREVA Wind a indiqué pour la première fois qu'il s'intéressait à la région pour construire une usine d'éoliennes. Ça va bientôt faire 9 ans ; AREVA Wind n'est plus là ; Siemens Gamesa a pris sa place.

Et pendant ce temps-là...

• Philippe Eudeline : cap sur la recherche.

En 2019, Philippe Eudeline, président de NAE, veut renforcer l'activité RTI de la filière (recherche, technologie et innovation) en se rapprochant des laboratoires normands.

- Quatre grands axes de recherche : allègement et performances des structures. (c'est le plus important), électrification et fiabilité des systèmes embarqués, amélioration des systèmes propulsifs, développement des systèmes intelligents.

Au total, 22 nouveaux projets sont identifiés pour un budget "recherche et technologie" de 110 M€.

• Rouen : les 9 ans de Laurent (Moreno)

9 ans après avoir été nommé directeur général de l'Agence d'urbanisme de Rouen (à l'époque, l'AURBSE venait tout juste d'être créée), Laurent Moreno rejoint Lille Métropole en qualité de directeur général adjoint.

- Son action pour le grand Rouen fut très positive : construction d'un fonds documentaire utile à tous les élus, coopération avec les autres agences d'urbanisme de l'axe Seine pour structurer le grand territoire, études sur le fonctionnement du bassin de vie pour éclairer les acteurs publics.

Olivier Aguilon.

Vient d'être nommé directeur de l'établissement Safran Nacelles de Gonfreville l'Orcher (76). C'est l'une des "usines du futur" de la Normandie.

- Il succède à Jean-Marie Dubos.

Olivier Aguilon fut directeur du site Zodiac Elastomers Europe à Caudebec-lès-Elbeuf, il y a 20 ans.

Patrick Gomont.

Face au repli démographique qui menace aussi son territoire (pourtant bien situé), Patrick Gomont, président de Bayeux Intercom, veut attirer davantage de familles en créant pour elle un cadre de vie attractif.

- C'est l'une de ses priorités 2019, l'ouverture de la nouvelle médiathèque et l'inauguration du centre aquatique vont dans ce sens.

Mazars (re)descend à Rouen

Comme prévu, le siège normand de Mazars (expertise comptable, audit et conseil) quitte Mont-Saint-Aignan pour "descendre" à Rouen dans l'éco-quartier Luciline.

- Devenu international, le groupe retrouve ainsi son berceau historique, là où il a été fondé par Robert Mazars, il y a 70 ans. Les nouveaux locaux seront inaugurés le 6 juin 2019 par Hervé Hélias, président du Conseil de gérance.

Le duo "Renaudin/Gomart"

Comme annoncé, André Renaudin est le DG du nouveau groupe AG2R La Mondiale-Matmut avec, à ses côtés, Nicolas Gomart, DG délégué.

- Il est prévu qu'André Renaudin (63 ans) passera la main à Nicolas Gomart (54 ans) dans deux ans.

- D'ici là, un plan stratégique sera élaboré et lancé par ce géant de l'assurance dont l'effectif est supérieur à 16 000 personnes et qui affiche une collecte d'environ 31 Md€.

Le M.9 se bouge.

Pour offrir aux habitants un "bouquet" de services transport répondant à leurs besoins quotidiens, à des coûts raisonnables, le M.9 se lance, avec la Région, dans une réflexion globale sur la mobilité durable et innovante dans le département de la Manche.

- Rappelons que le M.9 réunit les présidents du Département et des 8 intercommunalités qui le composent.

Positif.

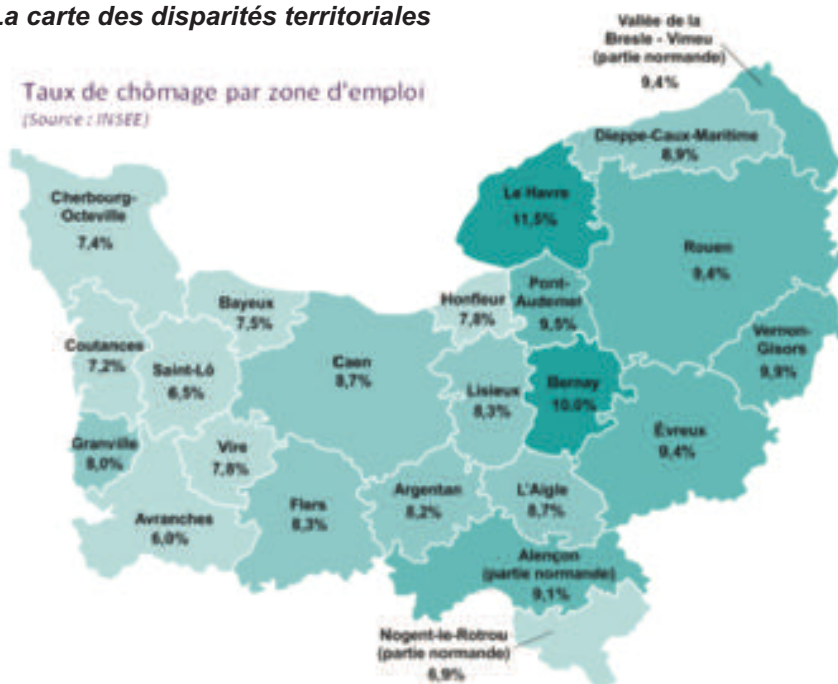
L'inversion de la courbe du chômage se précise...

Ne faisons pas la fine bouche. Les chiffres de l'emploi s'améliorent en Normandie, encore trop lentement bien sûr, mais la tendance se confirme.

- Fin 2018, la région comptait 165 620 demandeurs d'emploi de catégorie A, un chiffre en baisse de 2,6% en un an. Toutes catégories confondues, le repli est un peu moins important (-1,7%) et le nombre de Normands ayant un problème d'emploi s'élève à 286 500.

À noter : pour la préfète Fabienne Buccio, ces résultats sont encourageants ; la Manche et la Seine Maritime, par exemple, font mieux que l'ensemble du pays ; le taux de chômage de la Normandie reste toutefois supérieur à celui de la France métropolitaine : 9% contre 8,8%.

• La carte des disparités territoriales



La situation de la Manche est aujourd'hui très favorable. Elle s'est encore améliorée en 2018 avec une baisse de 4% des demandeurs d'emploi de catégorie A. La situation est plus difficile dans l'ex-Haute-Normandie, dans les

Et pendant ce temps-là...

• Dernière ligne droite pour l'EPR de Flamanville.

À Flamanville, EDF espère charger le combustible de l'EPR avant la fin de l'année. Mais encore faut-il que les défauts de soudures constatés l'an dernier aient été tous réparés. Il n'y a pas de temps à perdre puisque le décret du 10 avril 2007 sur l'autorisation de la construction du réacteur, fixe à 13 ans le délai pour procéder au premier chargement : la date limite est donc le 10 avril 2020.

- On en parlera sûrement lors de la prochaine journée d'affaires du nucléaire normand qui se tiendra le 28 février à Caen, à l'initiative de Nucleopolis, le pôle nucléaire de Normandie Énergies. PDG d'EDF, Jean-Bernard Lévy sera présent.

• Vorwerk entre chez Dregrenne.

Le protocole d'accord vient d'être signé. Le groupe allemand Vorwerk (équipements électroménagers) va entrer à hauteur de 30% dans le capital de Dregrenne à Vire (14). L'opération va être réalisée via une filiale de Vorwerk, à l'occasion d'une augmentation de capital "réservée" de 15 M€. L'objectif de ré-industrialiser le site normand avec, en ligne de mire, un retour à l'équilibre du résultat opérationnel fin 2020.

Le CA de Dregrenne validera le montage début mars.

Olivier Wambecke.

Est le nouvel inspecteur d'académie de Seine-Maritime qu'on appelle aussi le DASEN, le directeur académique des services de l'éducation nationale.

- Il succède à Catherine Benoit-Mervant.

Raphaël Labrunye.

Est le nouveau directeur de l'ENSA Normandie, l'École Nationale Supérieure d'Architecture qui est domiciliée à Darnétal, près de Rouen.

- Il succède à Fabien Sottiez qui assurait l'intérim depuis le départ de Fabienne Fendrich, l'ancienne directrice.

Nicolas Denis.

Vient d'engager le Crédit Agricole Normandie Seine qu'il dirige dans le cluster Cléon 4.0, mis en place par les grands donneurs d'ordres (Renault et EDF notamment) pour développer leurs relations d'affaires avec les entreprises locales.

- La CCI Rouen Métropole est la structure support.

Le Crédit Agricole souhaite ainsi renforcer l'attractivité du "Grand Rouen" en en faisant une référence pour l'industrie du futur.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

bassins du Havre et de Bernay notamment. La Seine-Maritime est encore très touchée même si elle enregistre une baisse de 3% de ses "catégorie A".

- Les responsables de la Direccte Normandie font aussi remarquer que l'emploi salarié continue d'augmenter, dans les secteurs du commerce et de la construction, dans l'industrie, son repli s'est arrêté. Une autre bonne nouvelle : le nombre des licenciements économiques est en forte baisse.

Mon commentaire : oui, tout cela est encourageant. Mais n'oublions pas une autre réalité, sous-jacente au chômage, celle de la précarité : on estime à environ 480 000 le nombre des Normands qui vivent aujourd'hui dans la pauvreté.

Métropole Rouen Normandie

Début d'une bronca contre la gouvernance verticale.

La proposition de Frédéric Sanchez de signer, pour la période 2020-2026, 71 contrats de co-développement avec chacune des communes de son agglomération provoque de nombreuses réactions.

- C'est d'abord la gouvernance "verticale et jupitérienne" qui est remise en cause. "J'ai été surpris, lui écrit, le 17 janvier, Yvon Robert (Rouen), par cette méthode consistant à faire des annonces publiques sur des sujets d'importance sans que nous, collègues maires, ayons pu en échanger en amont". Dans un autre courrier, Pascal Houbron (Bihorel) reprend le même argument et plaide pour une gouvernance horizontale et partagée: "la Métropole n'est pas une collectivité comme les autres. Par son statut, elle est l'émanation des communes et ce sont les maires qui doivent donner les grandes orientations et non l'inverse." Beaucoup d'élus pensent la même chose, c'est le début d'une bronca.

Une proposition prématurée et mal venue.

C'est ensuite, le moment choisi par Frédéric Sanchez qui est critiqué. "Vous proposez d'approfondir la préparation des projets de la prochaine décennie alors même que les élections municipales ne sont pas passées". Pareillement, ils estiment que la crise sociale d'aujourd'hui témoigne de la volonté des citoyens d'être associés à la décision publique et que la contractualisation proposée est en décalage avec cette volonté.

Mon commentaire : rappelons qu'Yvon Robert, 1er vice-président de la Métropole, est, en principe, un allié de Frédéric Sanchez, tandis que Pascal Houbron est l'un de ses opposants. Une chose est sûre, la contractualisation annoncée a déjà du plomb dans l'aile.

Et pendant ce temps-là...

• Green Big lève 1 M€

À Rouen la startup "Green Big" vient de lever 1 M€ auprès de quatre investisseurs : Normandie Participations, Crédit Agricole, NFactory et Alterval. Ce montant doit être complété par un apport de 0,5 M€ de Bpifrance. Cette opération va lui permettre d'industrialiser la fabrication de b:bot, sa solution innovante de collecte et de recyclage des bouteilles plastique.

• Carpiquet : bonne santé !

L'aéroport de Carpiquet affiche de très bons résultats en 2018 avec 274 000 passagers transportés, soit une hausse de 52%. Numéro 1 en Normandie, il entend bien le rester : élargissement de l'offre avec Volotéa et Hop notamment, allongement de la piste à l'horizon 2022, nouveaux bureaux et parkings.

• La Région n'oublie pas RVS.

Alors que Caen-Carpiquet fait la différence, la Région vient d'attribuer au Syndicat mixte de gestion de l'aéroport Rouen Vallée de Seine une subvention de 1,23 M€ pour le financement de son programme d'investissement 2019. Le syndicat est membre de l'association "Aéroports de Normandie", créée en juin 2018, pour promouvoir une offre aéroportuaire complémentaire entre les aéroports de Caen, Deauville, Le Havre et Rouen.